



**HAL**  
open science

# Construction et consolidation d'une modernité indienne en Équateur au XXI<sup>e</sup> siècle

Didier Vitry

► **To cite this version:**

Didier Vitry. Construction et consolidation d'une modernité indienne en Équateur au XXI<sup>e</sup> siècle. Travaux & documents, 2020, Construction et déconstruction des identités : entre le corporel et le symbolique, 55, pp.89-108. hal-03329456

**HAL Id: hal-03329456**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03329456>**

Submitted on 31 Aug 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Construction et consolidation d'une modernité indienne en Équateur au XXI<sup>e</sup> siècle

---

DIDIER VITRY  
UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION  
DIDIER.VITRY@UNIV-REUNION.FR

Les Indiens, en Équateur, ne représentent officiellement que 7% de la population, selon les recensements de 2001 et 2010<sup>1</sup>. Malgré ce faible pourcentage qui fait toujours débat aujourd'hui, on peut dire que les Indiens représentent une « puissante minorité » ethnique dans ce pays, selon une expression utilisée dans la presse équatorienne au cours des années 2000<sup>2</sup>.

Cette forte minorité n'a jamais cessé, en tout cas, de montrer un certain dynamisme, depuis une trentaine d'années et plus particulièrement depuis le fameux soulèvement indien de 1990 qui a opposé les organisations indiennes au gouvernement du président Rodrigo Borja Cevallos, fondateur et chef de file de la Gauche Démocratique (*Izquierda Democrática, ID*)<sup>3</sup>, sur des sujets comme les revendications agraires, territoriales et identitaires, entre autres<sup>4</sup>.

Ce dynamisme se manifeste notamment par la tenue de rassemblements officiels nécessaires au fonctionnement des organisations. Les Congrès de la CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* ; Confédération des Nationalités Indiennes de l'Équateur) sont parmi les événements les plus importants dans la vie de cette organisation. Ils sont l'occasion de définir les grandes lignes de son programme en débattant des sujets les plus brûlants et de renouveler toute l'équipe dirigeante en nommant le nouveau *Consejo de Gobierno*. Ils se déroulent tous les trois ans environ, depuis 2001<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> INEC (*Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*), [en ligne], disponible sur <<http://www.inec.gov.ec/>> (consulté le 27/01/2012).

<sup>2</sup> « El despertar indígena », *Expreso*, 10/01/2000, KIPU 34, *El mundo indígena en la prensa ecuatoriana. Levantamiento indígena y toma del poder*, Quito, Abya Yala, enero-junio 2000, p. 5. KIPU est une compilation d'articles de presse concernant la question indienne en Équateur, publiée chaque semestre par la maison d'édition *Abya Yala* de Quito, jusqu'à l'année 2007.

<sup>3</sup> Julie Massal, *Les mouvements indiens en Équateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala, Centre de Sciences Politiques Comparatives-IEP Aix en Provence, 2005, p. 50.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 127-144.

<sup>5</sup> « La CONAIE en su Primer Congreso de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador », 06/10/2001, [en ligne], disponible sur : <<http://www.rebelion.org/hemeroteca/sociales/conaie061001.htm>> (consulté le 16/11/2017) ; « II Congreso de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador », 2004, [en ligne], disponible sur : <<http://www.lacta.org/varios/tema0408.htm>> (consulté le 16/11/2017) ; « III CONGRESO DE LA CONAIE », 25/01/2008, [en ligne], disponible sur : <<https://www.ocma.org/4099/>> (consulté le 16/11/2017) ; « Con éxito culminó el IV Congreso de la CONAIE en Kito », 19/04/2011, [en ligne], disponible sur : <<http://www.albatv.org/Con-exito-culmino-el-IV-Congreso.html>> (consulté le 16/11/2017) ; « CONAIE SOBRE VI CONGRESO », 24/08/2017, [en ligne], disponible sur : <<https://conaie.org/2017/08/24/conaie-vi-congreso/>> (consulté le 16/11/2017).

J'ai eu l'opportunité d'assister au V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE qui a eu lieu les 16 et 17 mai 2014. Lors de la première journée, j'ai été autorisé à effectuer des enregistrements audio et vidéo dont la durée totale est de trois heures et quarante minutes. Ces enregistrements, ainsi que quelques témoignages et entretiens recueillis en 2007, 2010 et 2014, me donnent la possibilité de mesurer, à l'échelle des Indiens d'Équateur, les premiers impacts des mesures prises en faveur des peuples autochtones au cours des dernières décennies.

On peut noter à ce sujet que l'année 2017 a marqué les dix ans de la Déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 13 septembre 2007. L'année 2019 marque, quant à elle, les trente ans de l'adoption, le 27 juin 1989, d'une « Convention relative aux peuples indigènes et tribaux », la fameuse Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il faut savoir aussi que la Deuxième Décennie Internationale des Peuples Autochtones, proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 20 décembre 2004, s'est achevée en 2014, année du V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE, précisément. Une « [é]valuation à mi-parcours des progrès accomplis en ce qui concerne le but et les objectifs » de cette « Deuxième Décennie Internationale des Peuples Autochtones »<sup>6</sup> a été faite. Le rapport de cette évaluation a été rédigé par le Secrétaire Général de l'ONU et présenté lors de l'Assemblée Générale du 23 juillet 2010. Il en ressort que « des avancées importantes »<sup>7</sup> ont été faites. Mais le Secrétaire Général de l'ONU constate « également un écart important entre, d'une part, les intentions et la volonté politique dans ce domaine, et, d'autre part, la réalisation concrète des objectifs de la Deuxième Décennie »<sup>8</sup>. Le V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE est donc l'occasion d'illustrer ces constats par quelques exemples, à l'échelle de l'Équateur.

La question des peuples autochtones dans le monde et en Amérique latine est actuellement une question incontournable et prégnante même si ces peuples sont le plus souvent minoritaires dans les États-nations dans lesquels ils évoluent. Mais en dépit de leur infériorité numérique, ils sont les représentants d'une diversité culturelle qui a réussi à se maintenir face aux assauts de l'histoire ou de la modernité. Les Indiens d'Équateur n'échappent pas à ce processus et le slogan adopté par la CONAIE, en 1993, « L'unité dans la diversité »<sup>9</sup>, est là pour abonder dans le sens de la reconnaissance de cette diversité culturelle qui, de surcroît, ne remet pas en cause l'unité de l'État équatorien.

---

<sup>6</sup> *Évaluation à mi-parcours des progrès accomplis en ce qui concerne le but et les objectifs de la Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones*, Assemblée Générale des Nations Unies, soixante-quatrième session, 23 juillet 2010, consultable sur :

<[http://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_f.aspx?si=A/65/166](http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?si=A/65/166)> (téléchargée le 10/09/2017), p. 1.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Julie Massal, *op. cit.*, p. 251.

L'étude synchronique des actions et du discours des représentants des organisations indiennes équatoriennes s'inscrit pleinement dans les débats sur les questions de la continuité culturelle et de l'indigénisation de la modernité<sup>10</sup>. Dans le contexte d'une mondialisation que l'on a souvent qualifiée d'occidentale, les Indiens d'Équateur, comme ceux de tout le continent américain, ont souvent été capables de « surfer sur la vague » de cette mondialisation sans se laisser submerger par elle. Ils l'ont transformée en une sorte de « mondialisation ethnique » qui a permis l'émergence d'une « modernité indienne »<sup>11</sup> se manifestant dans la pensée et les actions de leurs dirigeants, et dans le fonctionnement de leurs organisations actuelles. L'existence et l'organisation d'un Congrès de la CONAIE n'est donc possible qu'en utilisant les outils d'une modernité que les Indiens ont su apprivoiser en devenant les acteurs et en s'inscrivant en droite ligne dans les textes juridiques internationaux évoqués à l'instant.

La première difficulté de ce grand rassemblement est une contrainte de communication : comment se faire comprendre de tout le monde ? Le deuxième écueil auquel vont se trouver confrontés les organisateurs et les dirigeants est celui de l'attribution de la parole et du statut de certains interlocuteurs. Ce n'est qu'une fois ces difficultés surmontées que le Congrès pourra suivre son cours, non sans avoir été précédé d'un « acte cérémoniel » destiné à inaugurer l'événement et à permettre qu'il se déroule sous les meilleurs auspices.

## LANGUES ET COMMUNICATION

Un premier constat s'impose au sujet de l'organisation du Congrès, bien que ce ne soit pas non plus une très grande révélation : la langue espagnole est utilisée comme langue interculturelle compréhensible par tous. Quatorze langues autochtones sont officiellement reconnues en Équateur, aujourd'hui, par l'État et les organisations indiennes<sup>12</sup>. L'espagnol est donc indispensable à la communication entre les différentes « nationalités indiennes »<sup>13</sup>. Il faut préciser que 90% de la population indienne environ appartient à la « nationalité » *Kichwa*<sup>14</sup>. Le *kichwa*<sup>15</sup>, dans ses variantes andine et amazonienne, est donc, et de

<sup>10</sup> Marshall Sahlins, *La découverte du vrai Sauvage et autres essais*, Paris, NRF, Gallimard, 2007.

<sup>11</sup> Pedro Pitarch, Gemma Orobitg (eds.), *Modernidades indígenas*, Madrid-Frankfurt, Iberoamericana-Vervuert, 2012.

<sup>12</sup> « Educación intercultural bilingüe » [en ligne], *Ministerio de Educación*, disponible sur : <<https://educacion.gob.ec/educacion-intercultural-bilingue-princ/>> (consulté le 16/03/2018).

<sup>13</sup> *Ibid.* Les termes « *nacionalidades y pueblos indígenas* », « nationalités et peuples indiens », ont été choisis par la CONAIE, lors de sa formation, entre 1984 et 1986, à l'exclusion d'autres termes comme « minorités », « ethnies » ou « tribus » qui ont été proscrits à ce moment-là. Un des objectifs des fondateurs de cette organisation était aussi d'obtenir le statut de peuples autochtones, reconnu par l'ONU : Julie Massal, *op. cit.*, p. 100.

<sup>14</sup> CODENPE (*Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador*), [en ligne], disponible sur <<http://www.codenpe.gob.ec/>>, (consulté le 21 mai 2012) : Le CODENPE, créé en 1998, a été supprimé en 2014, peu après ce Congrès. Il est question de sa prochaine suppression dans les débats de ce Congrès.

très loin, la langue indienne majoritaire. Les treize autres langues sont parlées par les 10% de la population indienne restante et vivant dans les Basses Terres d'Amazonie et de la zone côtière. Elles comptent chacune de trois cents individus à plus de cent mille locuteurs<sup>16</sup>.

Cette prépondérance de la langue *kichwa* fait qu'elle deviendra, lors de ce Congrès, la deuxième langue interculturelle utilisée dans les échanges, au détriment des autres langues indiennes, très minoritaires, bien que de timides efforts aient été faits pour pallier ce manque. Le *kichwa* est en effet compréhensible par les différents peuples andins et amazoniens appartenant à cette nationalité même si des variations importantes peuvent exister non seulement entre la variante amazonienne et la variante andine, mais aussi entre celles parlées dans la Sierra par les *Kichwa otavalo*<sup>17</sup>, dans le nord, par exemple, les *Salasaka* ou les *Purubúa*, au centre, et les *Cañari* ou les *Saraguro*, plus au sud, pour ne citer que cinq des peuples andins les plus connus en Équateur.

Afin de mieux comprendre les contraintes de communication qui se posent lors d'événements comme celui-ci, il n'est peut-être pas inutile de décrire le lieu dans lequel se sont déroulés les débats : le Congrès s'est tenu dans le gymnase de la *Universidad Técnica de Ambato*, capitale de la province andine de Tungurahua (image 1), au centre de l'Équateur. Ce gymnase comportait une scène où s'étaient installés les organisateurs de l'événement et les dirigeants de la CONAIE. Ces derniers occupaient la *mesa directiva*, une table placée sur la scène face à une assemblée de plus d'un millier de représentants des communautés de base, installés sur les gradins ou sur les terrains de sport du gymnase (images 2 et 3). Le nombre de personnes assistant à cet événement est aussi une contrainte majeure : les impératifs temporels de l'événement ne permettaient pas de donner la parole à tous ceux qui auraient voulu la prendre. Des temps de paroles très précis avaient d'ailleurs été prévus, en fonction du statut de la personne.

<sup>15</sup> Le *kichwa*, appelé aussi *quechua* du nord, est la variante équatorienne du *quechua*. L'orthographe de cette langue a été normalisée dans les années 2000, pour donner ce que l'on appelle le *kichwa unificado*, compris en principe par tout le monde et devant être écrit selon ces nouvelles normes.

<sup>16</sup> CODENPE, *op. cit.*

<sup>17</sup> Les noms des peuples et nationalités, quand ils seront employés au pluriel, seront écrits sans « s » tout au long de cet article. En effet, dans les différentes langues indiennes, il existe d'autres façons de marquer le pluriel. En *kichwa*, c'est le suffixe « *-kuna* » et en *tsáfiki*, le suffixe « *-la* » qui servent à former le pluriel des noms, pour ne citer que ces deux langues : *runa* / *runakuna* – *tsachi* / *tsáchila* = un homme / des hommes.



Image 1 : *Mapa de las provincias del Ecuador*,  
 <<https://www.ecuadornoticias.com/2012/07/mapa-provincias-ecuador.html>>, téléchargée le  
 31/03/2018.



Image 2 : Scène et *mesa directiva* du V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*), Gymnase de la *Universidad Técnica de Ambato*, Photo de l'auteur, 16/05/2014.



Image 3 : Public du V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*), Gymnase de la *Universidad Técnica de Ambato*, Photo de l'auteur, 16/05/2014.

Pour le côté technique, le gymnase avait été bien sonorisé avec des haut-parleurs très puissants qui permettaient à tout le public d'entendre distinctement les propos des différents locuteurs qui s'exprimaient avec des micros sans fil. Lorsque ces personnes parlaient sans micro<sup>18</sup>, ou que celui-ci ne fonctionnait pas momentanément, il fallait alors tendre l'oreille, le public étant assez bruyant.

Il faut savoir que beaucoup de personnes s'étaient déplacées en famille, sans doute pour des raisons de disponibilité. Les interventions étaient donc ponctuées, entre autres, de cris ou de pleurs d'enfants, ce qui n'a dérangé personne, les enfants semblant avoir leur place dans ce genre de rassemblement. Cette tolérance à la présence d'enfants peut correspondre à un mode de fonctionnement traditionnel qui veut que les enfants participent aux activités des parents et dans lequel la transmission des connaissances se fait par mimétisme et imprégnation<sup>19</sup>.

Pour revenir au déroulement du Congrès, il convient de préciser que le maître de cérémonie était un jeune *Kichwa* andin qui a donc commencé à s'exprimer dans sa propre langue. Sa présentation était entrecoupée de quelques mots

<sup>18</sup> Vidéo 9.

<sup>19</sup> Karen Tareau, « Les enjeux ethnolinguistiques dans l'acte de transmettre. L'exemple du *bèlè* : une pratique traditionnelle en vogue à la Martinique », *Cultures-Kairós* [En ligne], paru dans *Les numéros*, mis à jour le 10/09/2016, disponible sur : <http://revues.mshparisnord.org/cultureskairos/index.php?id=1238> (consulté le 02/04/2018).

en espagnol et il n'était pas difficile à quelqu'un ne connaissant pas la langue *kichwa* ou ne la connaissant que sommairement, d'imaginer le contenu du message destiné seulement à annoncer le début du Congrès et à le présenter. Cependant, son intervention n'ayant pas été très longue, il a tout de suite traduit ses paroles en espagnol. Ce procédé s'est répété à chaque fois qu'il devait intervenir pour gérer les prises de paroles dans le public ou pour passer aux étapes suivantes de l'organisation des débats.

Le public est aussi parfois intervenu en *kichwa*<sup>20</sup>. La plupart des dirigeants de la *mesa directiva* interpellés comprenaient et parlaient cette langue. Ils pouvaient alors répondre directement à leurs interlocuteurs sans traduire les questions de ces derniers, pressés sans doute par l'urgence et la spontanéité des échanges. Ils répondaient, dans la mesure du possible, en espagnol, pour que tout le monde, sans exception, puisse comprendre. Il fallait donc se résigner au fait que la question ne soit parfois pas compréhensible par toute l'assemblée. Cela n'a cependant pas entamé la compréhension globale de ces questions puisque les réponses en espagnol permettaient de déduire ce qui avait été demandé. Il aurait été, en tout cas, difficile de mettre en place un dispositif qui aurait permis une traduction simultanée dans les treize langues indiennes minoritaires.

Les organisateurs et les dirigeants étaient néanmoins parfaitement conscients qu'ils devaient s'efforcer de montrer l'exemple dans le développement des langues autochtones, prôné par les textes officiels internationaux sur les droits des peuples autochtones. Ils ont donc chargé une femme de la nationalité amazonienne *Waorani* qui compte environ trois mille individus, de faire une présentation du Congrès dans sa propre langue<sup>21</sup>. Le contenu de son discours reprenait, vraisemblablement, ce que le jeune *kichwa* venait de dire. Mais, excepté la trentaine de *Waorani* présents au Congrès, personne n'a vraiment compris ses paroles puisqu'elles n'ont pas été traduites. Ce qui n'a pas empêché des applaudissements destinés certainement à encourager cette femme et dénotant une attitude bienveillante de l'assemblée à l'égard de leur *compañera waorani*. Le message en lui-même importait peu, finalement. Le plus important, à ce moment-là, était de donner la parole à un représentant d'une nationalité minoritaire, une femme qui plus est, afin de « promouvoir le développement et la pratique » d'une langue minoritaire, quitte à ce qu'une partie du message ne soit pas bien compris par la majorité. Il s'agissait vraisemblablement, pour les organisateurs et les dirigeants, dans un souci d'unité du mouvement, de montrer que des efforts pouvaient être faits en direction de toutes les nationalités représentées.

On peut remarquer aussi que lorsque la parole a été donnée au président de la CONAICE (*Confederación de las Nacionalidades Indígenas de la Costa Ecuatoriana*), filiale côtière de la CONAIE, il a commencé à s'exprimer en *awapi*<sup>22</sup>,

<sup>20</sup> Vidéos 1, 2 et 3.

<sup>21</sup> Vidéo 1.

<sup>22</sup> *Ibid.*



langue de la nationalité *Awá* qui vit entre l'Équateur et la Colombie, dans une région de forêt tropicale, sur le versant occidental de la Cordillère des Andes. Les *Awá* sont actuellement environ 38 000 en Colombie et 3 500 en Équateur. Leur langue est assez bien préservée grâce à leur relatif isolement mais très peu de personnes, en dehors de leurs communautés, la parlent. L'intervention du président de la CONAICE dans cette langue a donc été très brève et il a été obligé de continuer son discours en espagnol.

Ces deux exemples sont les seules exceptions de l'utilisation des langues indiennes minoritaires de la Côte ou d'Amazonie lors de ce Congrès<sup>23</sup>. Leur usage reste donc anecdotique et le constat qui peut être fait est qu'il est difficile, essentiellement par manque de ressources matérielles et humaines, de faire une place conséquente à ces langues dans un contexte national. Il semble donc que le vœu pieux et très contemporain de favoriser une logique interculturelle à un niveau national, passe forcément et principalement par l'utilisation des deux langues majoritaires : l'espagnol et le *kichwa*.

Le déroulement de ce Congrès ne peut donc se faire qu'en renonçant, en partie, à des pratiques « traditionnelles » qui se situent plutôt dans une culture du consensus où tout le monde peut prendre la parole pour donner son avis et où les différents points abordés trouvent une résolution immédiate et collégiale. Ce dernier type de fonctionnement est plus facile à mettre en œuvre dans un environnement traditionnel beaucoup plus restreint, au niveau des organisations locales et régionales ou des communautés, comme cela se pratique déjà<sup>24</sup>. Mais il est difficile de le reproduire sans l'adapter à la configuration de ce Congrès. En effet, ce type de rassemblement de peuples et nationalités très différents entre eux, s'inscrit dans une modernité indienne qui n'est pas nouvelle et qui se distingue d'un cadre strictement traditionnel. Les responsables et les organisateurs se retrouvent alors dans l'obligation d'adopter des pratiques trouvant leur inspiration dans un modèle politique ou syndical emprunté plutôt à la société « blanche-métisse » qu'aux sociétés traditionnelles<sup>25</sup>. Pourtant, le principal objectif de la création du premier Congrès de la CONAIE était précisément de se démarquer du modèle hérité du syndicalisme<sup>26</sup>.

À ce sujet, les organisateurs vont avoir l'opportunité de tendre vers ce but dès le début du Congrès. En effet, avant même que les personnes qui allaient s'assurer du bon déroulement de l'événement et qui devaient occuper la *mesa directiva* ne soient choisies, la parole sera donnée à plusieurs intervenants sur des questions diverses qui n'étaient pas vraiment à l'ordre du jour et qui étaient surtout des réclamations ou des protestations<sup>27</sup>.

<sup>23</sup> Un invité Mapuche venu du Chili est aussi intervenu brièvement en mapudungun au cours du congrès.

<sup>24</sup> Julie Massal, *op. cit.*, p. 137.

<sup>25</sup> Expression consacrée pour désigner la population non-indienne : « *sociedad blanco-mestiza* ».

<sup>26</sup> « La CONAIE en su Primer Congreso de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador », *op. cit.*

<sup>27</sup> Enregistrement 2.

## PREMIERS ÉCHANGES

Les premières contestations ont porté sur les inégalités dans la représentation de certains peuples et nationalités. Les quotas actuels pour chaque peuple et chaque nationalité avaient cependant été fixés et formalisés par écrit lors d'un *Consejo ampliado* (Conseil élargi) de la CONAIE, qui avait eu lieu deux mois auparavant. Humberto Cholango (image 4), président sortant de la CONAIE, a donc répondu à ces premières réclamations qu'il était impossible de changer des règles écrites.



Image 4 : *Humberto Cholango*, président sortant de la CONAIE en 2014, <[http://www.elcomercio.com/app\\_public.php/actualidad/humbertocholango-papafrancisco-dialogo-politica-catolicos.html](http://www.elcomercio.com/app_public.php/actualidad/humbertocholango-papafrancisco-dialogo-politica-catolicos.html)>, téléchargée le 31/03/2018.

Il faut noter ici que les dirigeants indiens sont soumis à des normes relevant d'une culture de l'écrit à laquelle ils participent depuis un certain nombre d'années déjà mais qui ne fait pas vraiment partie de leur culture traditionnelle, ou originelle, les civilisations précolombiennes sud-américaines n'ayant pas eu véritablement d'écriture et étant plutôt des cultures à traditions orales. Il est sûr que l'introduction de l'écriture dans les cultures indiennes remonte aux premiers temps de la Conquête et de la colonisation, la langue *quechua* normalisée ayant été un des principaux vecteurs de l'évangélisation, et par extension, de l'alphabétisation des Indiens dans les régions andines<sup>28</sup>. Il n'est pas certain cependant que ces conversions des Indiens à la religion et à l'écrit aient été totalement efficaces au cours des siècles et il est bien connu que les taux d'analphabétisme des masses indiennes dans les Andes sont restés très hauts jusqu'à il y a à peine deux ou trois décennies. Il est donc probable que les règles de l'oralité soient restées très vivantes et imprègnent encore l'inconscient collectif des Indiens aujourd'hui.

<sup>28</sup> Bernard Lavallé, *Au nom des Indiens. Une histoire de l'évangélisation en Amérique espagnole*, Paris, Payot, 2014, p. 94.

La « soumission » des dirigeants indiens contemporains à une « culture de l'écrit » est néanmoins devenue une obligation dans le développement des mouvements identitaires et ethniques. Peut-on dire que cette culture de l'écrit a été « indianisée » dans la mesure où elle obéit malgré tout à certains mécanismes des cultures traditionnelles plus tournées vers l'oralité ? Si cette « culture de l'écrit » semble être, en tout cas, acquise solidement et durablement par les dirigeants, elle l'est probablement moins pour certains représentants des communautés de base, dont certaines demandes inattendues relèvent peut-être plus de l'oralité.

La réponse des dirigeants de la CONAIE à de telles demandes est significative de la posture alternative et inclusive qu'ils s'efforcent de promouvoir. En effet, les échanges sont vifs, ils peuvent même paraître assez agressifs. Ils n'étaient pas prévus non plus et viennent perturber le programme du Congrès. Humberto Cholango, qui sera l'un des seuls à répondre à ces questions diverses, presse d'ailleurs les différents intervenants pour pouvoir passer à la suite, sans trop les brusquer non plus. Mais il ne va pas tenir rigueur à ses interlocuteurs pour leurs propos virulents. Il va au contraire apporter des réponses raisonnées et raisonnables, ce qui aura pour effet d'apaiser le débat : il précisera par exemple que, bien que leurs demandes soient légitimes, elles ne pourront pas être traitées immédiatement. Il propose – et sa proposition sera validée par d'autres dirigeants présents – de résoudre ces « injustices »<sup>29</sup> par une réforme des statuts qui pourra s'effectuer plus tard, lors d'une commission spécialement prévue à cet effet, et au cours de laquelle les représentants auront tout le loisir de présenter leurs doléances. L'annonce de cette possibilité, même si elle alourdit « l'appareil administratif » de la CONAIE, semble ramener le calme et il était absolument nécessaire d'y arriver car la situation aurait pu s'envenimer en entraînant, par exemple, le retrait du Congrès d'un certain nombre de représentants. Cela a d'ailleurs eu lieu un peu plus tard. Un petit groupe de militants, n'ayant pas obtenu de réponse satisfaisante de la part des responsables nationaux, ont mis à exécution cette menace qui pesait dès le début de l'événement : toute la délégation s'est retirée.

Les personnes qui protestaient étaient soutenues par une partie du public. Elles insistaient pour que les rectifications soient faites immédiatement. Certains ont exigé, pour donner un autre exemple, d'avoir une carte de délégué officiel (« *un carné de delegado oficial* ») avec voix délibérative (« *con voz y voto* ») au lieu d'une simple carte d'observateur (« *una tarjeta de observador* ») avec voix consultative. Selon ces derniers, l'injustice est d'autant plus grande qu'ils sont des militants de la première heure et qu'ils appartiennent à des organisations locales qui ont largement participé à la création de la CONAIE. Selon Humberto Cholango, s'ils n'ont pas la bonne carte, c'est que leurs organisations ne les ont pas déclarés auprès des responsables nationaux qui ont dû s'en tenir à

---

<sup>29</sup> Enregistrement 2.

la décision purement administrative de n'émettre des cartes de délégués officiels que pour ceux dont la candidature était remontée à temps.

Ce malentendu est significatif de la difficulté de concilier écrit et oral, traditions et modernité, droit écrit et droit coutumier, au sein d'organisations nationales comme la CONAIE. En effet, dans un environnement traditionnel, toutes ces démarches longues et contraignantes, n'ont pas lieu d'être. La parole donnée, la reconnaissance par les membres du groupe, le consentement oral et consensuel, sont largement suffisants et valent plus qu'un document écrit, désincarné, artificiel et sans valeur réelle. Il est probable que ces représentants mécontents n'aient pas jugé nécessaire de faire les démarches pour obtenir cette fameuse carte de délégué officiel, pensant sans doute que leur candidature serait « automatique » et allait de soi. C'est sans compter sur les impératifs dus à la dimension nationale de ce rassemblement.

Mais, de leur côté, les dirigeants nationaux ont bien été obligés d'établir des règles écrites, comme l'avait précisé Humberto Cholango, pour « administrer » leurs membres qui sont dispersés dans tout le pays, afin de centraliser les démarches et d'être capables de satisfaire tout le monde. Ils s'attachaient ainsi à appliquer les principes très contemporains d'« équité », d'« égalité » et de « démocratie » adoptés lors des différents Congrès et autres rassemblements nationaux. Ces principes empruntés à une modernité que l'on peut qualifier d'« occidentale » font entrer les dirigeants dans une modernité indienne qui va marquer la différence avec cette modernité occidentale, tout en gardant de nombreux points communs avec elle. Le fameux slogan « l'unité dans la diversité », très contemporain aussi, s'inscrit pleinement dans cette modernité indienne qui ne cesse de s'affirmer depuis plusieurs décennies.

De plus, le fait d'avoir pris en compte les doléances des organisations de base et de les adapter à l'échelle du Congrès peut nous faire dire que, malgré la volonté des leaders nationaux d'imposer un mode de fonctionnement plus « moderne », la culture du consensus est encore bien vivante. Les dirigeants ont donc eu une attitude d'inclusion et ont admis, malgré le caractère informel des demandes, que ces dernières étaient légitimes et qu'elles permettaient de faire évoluer les démarches purement administratives, en prenant en compte l'avis de ceux qui étaient intervenus de façon plus informelle et spontanée. Cette posture a permis d'éviter des conflits et des blocages.

On peut ajouter que les dirigeants ont su faire preuve de bon sens et de bienveillance en modifiant leur mode de fonctionnement, comme l'avaient demandé certains protestataires.

Pour apaiser les humeurs, les dirigeants ont relu en entier les douze chapitres du règlement du présent Congrès avant qu'ils soient votés. Les votes se sont faits à main levée, en montrant distinctement les cartes de délégués officiels, le décompte précis des voix n'étant pas fait et les objections n'étant plus entendues à ce moment-là. Personne n'avait intérêt d'ailleurs à ce que ces

points ne soient pas approuvés puisque leur approbation était nécessaire au déroulement de la suite du Congrès.

Une fois ces douze articles validés, il a fallu désigner les responsables de la *mesa directiva* qui allaient diriger la suite du Congrès. Les candidatures n'étaient pas prévues à l'avance, elles se sont faites spontanément et sur proposition de certains responsables qui demandaient, bien évidemment, l'aval de l'assemblée, selon un vote à main levée. C'est ainsi que Carlos Pérez Guartambel (image 5), président de ECUARUNARI (*Ecuador Runacunapac Riccharimui ; Despertar del Indio Ecuatoriano*), filiale andine de la CONAIE, a proposé la candidature de Luis Macas (image 6), leader historique des mouvements indiens, pour présider le Congrès. Les arguments avancés pour ce choix étaient « l'expérience, la sagesse et les connaissances »<sup>30</sup> de Luis Macas, qui étaient des gages de crédibilité et de validité de ce Congrès. Ce choix n'a entraîné aucune objection, il a été consensuel, Luis Macas jouissant d'une très grande popularité parmi les Indiens qui le surnomment familièrement *el compa Lucho* (le camarade Lucho). La plupart des autres candidats, destinés à seconder le président de séance, se sont portés volontaires, la parité hommes-femmes ayant été respectée ; tout le monde a été élu sans difficultés et sans autre forme de procès. Ce qui montre encore une fois la prégnance d'une forme de démocratie plus spécifiquement andine dans cette première partie du Congrès qui s'est déroulée le premier jour. Seul le vote pour élire la nouvelle équipe dirigeante s'est faite, le deuxième jour, à bulletins secrets, à la « mode occidentale ». Les observateurs extérieurs et la presse ont été priés à ce moment-là de se retirer et n'ont eu pas la permission d'enregistrer ou de filmer cette deuxième journée.



Image 5 : Carlos Pérez Guartambel, président de ECUARUNARI en 2014, <<http://www.elcomercio.com/actualidad/perezguartambel-yaku-nombre-cambio-ecuarunari.html>>, téléchargée le 31/03/2018.

<sup>30</sup> Enregistrement 2.



Image 6 : *Luis Macas*, leader historique de la CONAIE,  
 <<http://www.elcomercio.com/actualidad/entrevista-luismacas-ciudadania-cambios-consejotransitorio.html>>, téléchargée le 31/03/2018.

Cette élection a été suivie d'une prise de possession solennelle au cours de laquelle les personnes choisies pour remplir les fonctions de direction du Congrès ont dû prêter serment au nom de leaders indiens du passé. Ont été citées<sup>31</sup> des personnes qui ont marqué les luttes ouvrières, syndicales et identitaires de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir, Dolores Cacuaño (image 7) et Tránsito Amaguaña (image 8). Un autre personnage, Fernando Daquilema, qui a été le leader d'une grande rébellion du peuple Puruhá, dans la Sierra centrale, au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>, a été cité (image 9). Cette allusion à des luttes plus lointaines dans le temps est un phénomène résolument moderne et contemporain car il faut savoir que les rébellions qui ont émaillé l'histoire de l'Équateur ont rarement eu la volonté unificatrice et réformatrice des organisations actuelles<sup>33</sup>. Cette volonté a été inspirée plutôt par un militantisme syndical ou politique classique et classiste, beaucoup plus récent<sup>34</sup>. Ces allusions à des combattants d'un passé plus lointain font partie d'une véritable modernité du discours indien contemporain dans la mesure où il s'agit non pas d'une « réelle » continuité historique mais d'une construction ou reconstruction d'une histoire indienne commune et nationale, distincte de l'histoire officielle, par les acteurs indiens actuels, dans le but de rechercher et de consolider des racines spécifiquement indiennes.

<sup>31</sup> Enregistrement 3.

<sup>32</sup> Kintto Lucas, *La rebelión de los indios*, Quito, Abya Yala, 2000, disponible sur : <[http://digitalrepository.unm.edu/abya\\_yala/120](http://digitalrepository.unm.edu/abya_yala/120)> (document PDF, téléchargé le 18/03/2018).

<sup>33</sup> Segundo Moreno Yáñez, *Sublevaciones indígenas en la Audiencia de Quito desde comienzos del siglo XVIII hasta finales de la colonia*, Thèse de doctorat, Université de Bonn, 1976, p. 413.

<sup>34</sup> Julie Massal, *op. cit.*, p. 83-91.



Image 7 : *Dolores Cacuango (1881-1971)*,  
<<http://ecuadorjoannansilmin.blogspot.com/2014/05/we-are-like-straw-from-fells-of-andes.html>>, téléchargée le 31/03/2018.



Image 8 : *Tránsito Amaguaña (1909-2009)*,  
<<https://alchetron.com/Tr%C3%A1nsito-Amagua%C3%B1a>>, téléchargée le 31/03/2018.



Image 9 : *Retrato de Fernando Daquilema (1848-1872)*, tomado por Leonce Labaure en 1872, Archivo Leibniz-Institut für Länderkunde, <[https://es.wikipedia.org/wiki/Fernando\\_Daquilema](https://es.wikipedia.org/wiki/Fernando_Daquilema)>, téléchargée le 26/03/2018.

### L'ACTE CÉRÉMONIEL

À ce sujet, il est intéressant de revenir en arrière dans la chronologie du déroulement du Congrès, pour s'arrêter un instant sur le rituel effectué avant le début des échanges et que le maître de cérémonie a nommé l'« acte cérémoniel » (*el acto ceremonial*<sup>35</sup>). Le logo de la CONAIE (image 10) est reproduit fidèlement avec des pétales de fleurs sur le sol du gymnase, entre le public et la scène (image 2). Les deux officiants sont des *kichwa* andins. L'un, appelé Taita José,

<sup>35</sup> Vidéo 1.



dirigera cette cérémonie d'inauguration qui durera une dizaine de minutes. Il sera secondé par son acolyte dont le nom ne sera pas cité. Il commencera par souffler dans une conque, dans les quatre directions. Ce rituel est réalisé avec divers accessoires, telles que plumes, bougies ou encens indien. Des incantations sont ensuite proférées en *kichwa* par l'officiant, le public devant répondre à certaines d'entre elles. Les membres des nationalités indiennes minoritaires qui ne comprennent pas le *kichwa* assistent respectueusement au rituel qui ne correspond pas tout à fait à leurs propres pratiques. Encore une fois, la force de la majorité l'emporte sur la diversité des pratiques, sans pour autant que les personnes appartenant aux nationalités minoritaires ne contestent cet état de fait dont ils semblent s'accommoder.

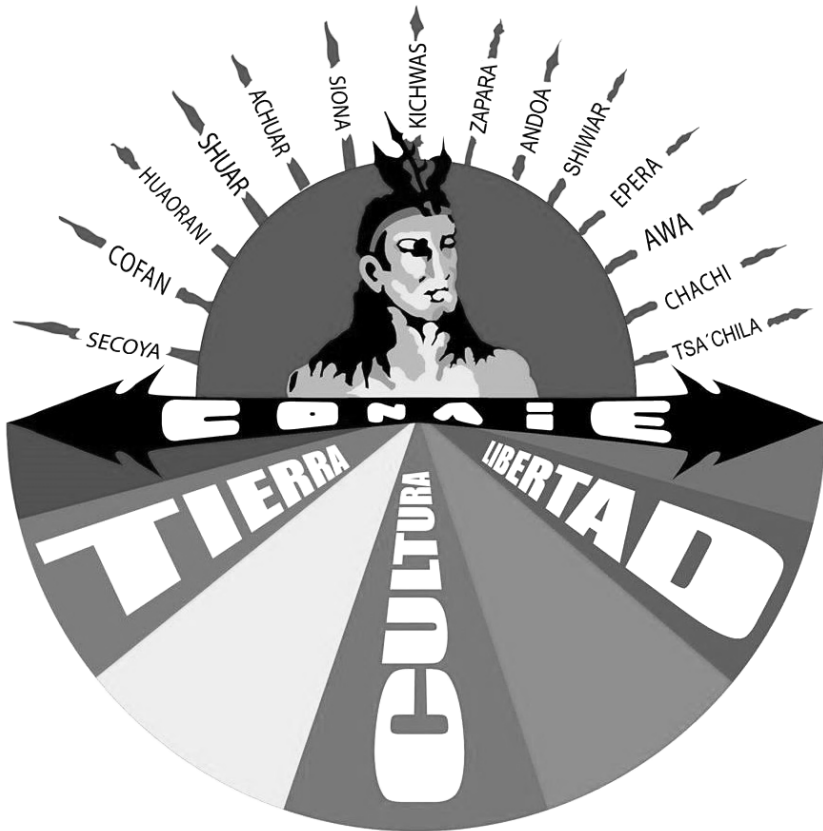


Image 10 : Logo de la CONAIE,

<<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=138410333166154&set=a.138410363166151.1073741826.100009915644558&type=3&theater>>, 28/03/2018.

L'instant est solennel, l'assistance et les membres de la *mesa directiva* se sont mis debout et le silence est presque complet dans le gymnase, l'officiant n'ayant pas de micro. Ce rituel s'inscrit en droite ligne de ce qui est préconisé dans les textes officiels dans lesquels les pratiques religieuses et spirituelles des peuples autochtones ne doivent pas se cantonner au folklore mais doivent être pratiquées et respectées.

De plus, ce type de rituel s'inscrit pleinement dans les courants panindiens et néo-indiens qui font partie d'un renouveau amérindien existant dans toutes les Amériques depuis plusieurs décennies, l'Équateur ne faisant pas exception. Les aspects folklorisants qui peuvent y apparaître ne sont tout d'abord pas perçus comme tels par leurs pratiquants et sont, de ce fait, un passage obligé dans la reconstruction d'une identité et d'une spiritualité indienne, panindienne ou néo-indienne, dans laquelle les Indiens « s'ouvrent des voies, à la carte, d'expression de leur identité ou de pratiques religieuses »<sup>36</sup>. Cette reconstruction peut ne pas correspondre tout à fait à ce que les gens de la base pratiquent quotidiennement. On remarque en effet que, malgré la relative brièveté du rituel, l'assemblée se déconcentre peu à peu et commence à parler, créant un début de brouhaha, à tel point que l'on peut entendre une personne intervenir pour demander de faire silence. Il semble que, une fois passée la curiosité pour la mise en scène de cet acte cérémoniel, une partie des personnes présentes ne se sente pas vraiment concernée par le rituel, tout en restant relativement respectueuse et polie. Il y a une sorte d'accord tacite qui donne autorité à ces représentants des cultures andines pour la prise en charge spirituelle de ce rassemblement.

Une fois posées les bases du déroulement du V<sup>e</sup> Congrès de la CONAIE, les « vrais » débats ont pu enfin commencer. Les différents points abordés ont été annoncés, dans un premier temps, de façon désordonnée, chacun prenant le temps de s'exprimer. Mais les dirigeants avaient anticipé ce qui peut ressembler à un certain chaos pour un observateur extérieur : ils avaient constitué des groupes de travail pour mettre plus d'ordre dans les débats et les faire avancer. Les ateliers se sont déroulés le deuxième jour, à l'abri des regards extérieurs et des enregistrements. Chaque atelier a désigné ensuite un rapporteur qui a dû rendre compte du travail effectué et des propositions avancées. Cette façon de procéder confirme la volonté des dirigeants de la CONAIE de moderniser leur fonctionnement et de l'améliorer d'année en année en insistant sur le caractère « démocratique », « égalitaire » et « solidaire » de l'organisation. Il s'agit aussi, pour les responsables, de renforcer l'unité du mouvement indien qui n'est pas encore tout à fait acquise. Cette volonté d'unité du mouvement indien est d'ailleurs relativement nouvelle. En effet, l'unité des peuples et des nationalités indiennes n'est pas « naturelle » ou « traditionnelle ». Elle est la marque d'une certaine modernité et elle obéit aux règles très contemporaines des revendications

---

<sup>36</sup> Jacques Galinier, Antoinette Molinié, *Les Néo-Indiens. Une religion du III<sup>e</sup> millénaire*, Paris, Odile Jacob, 2006, p. 304.

identitaires et ethniques pour la défense des droits des peuples autochtones. Maintenir cette unité qui a souvent manqué de se désagréger, nécessite des efforts de compréhension « interculturels » de la part des dirigeants et des militants de base. Il semble enfin que, même après une trentaine d'années d'existence et de nombreux succès, et malgré une notoriété certaine, la CONAIE doit gagner encore en crédibilité pour faire face aux nombreuses critiques dont elle fait l'objet, afin de garder, malgré tout, une certaine influence dans la société équatorienne actuelle.

À la lumière de ce qui vient d'être dit, il ne fait plus aucun doute que la « puissante minorité » indienne en Équateur manifeste toujours un certain dynamisme et qu'elle se situe de plain-pied dans le monde moderne. Elle véhicule une « modernité indienne » qu'il est parfois difficile de cerner, encore aujourd'hui, à moins de lui prêter un peu plus d'attention.

## BIBLIOGRAPHIE

- « Con éxito culminó el IV Congreso de la CONAIE en Kito », 19/04/2011, [en ligne], disponible sur : <<http://www.albatv.org/Con-exito-culmino-el-IV-Congreso.html>> (consulté le 16/11/2017).
- « CONAIE SOBRE VI CONGRESO », 24/08/2017, [en ligne], disponible sur : <<https://conaie.org/2017/08/24/conaie-vi-congreso/>> (consulté le 16/11/2017).
- CODENPE (*Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador*), [en ligne], disponible sur <<http://www.codenpe.gob.ec/>> (consulté le 21 mai 2012.)
- « II Congreso de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador », 2004, [en ligne], disponible sur : <<http://www.llacta.org/variados/tema0408.htm>> (consulté le 16/11/2017).
- « III CONGRESO DE LA CONAIE », 25/01/2008, [en ligne], disponible sur : <<https://www.ocmal.org/4099/>> (consulté le 16/11/2017).
- « Educación intercultural bilingüe » [en ligne], Ministerio de Educación, disponible sur : <<https://educacion.gob.ec/educacion-intercultural-bilingue-princ/>> consulté le 16/03/2018.
- « El despertar indígena », *Expreso*, 10/01/2000, KIPU 34, *El mundo indígena en la prensa ecuatoriana. Levantamiento indígena y toma del poder*, Quito, Abya Yala, enero-junio 2000.
- Évaluation à mi-parcours des progrès accomplis en ce qui concerne le but et les objectifs de la Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones*, Assemblée Générale des Nations Unies, soixante-quatrième session, 23 juillet 2010, consultable sur : [http://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_f.aspx?si=A/65/166](http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?si=A/65/166) (téléchargée le 10/09/2017).
- GALINIER J., MOLINIÉ A., *Les Néo-Indiens. Une religion du III<sup>e</sup> millénaire*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- INEC (*Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*), [en ligne], disponible sur : <<http://www.inec.gov.ec/>> (consulté le 27 janvier 2012).
- KIPU. *El mundo Indígena en la prensa ecuatoriana*, Quito, Abya Yala, n°16 à 21 (1991-1993), n°25 (juillet-décembre 1995), n°28 et 29 (1997), n°36 à 50 (2000-2007).

- «La CONAIE en su Primer Congreso de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador», 06/10/2001, [en ligne], disponible sur :  
 <<http://www.rebelion.org/hemeroteca/sociales/conaie061001.htm>> (consulté le 16/11/2017).
- LAVALLÉ B., *Au nom des Indiens. Une histoire de l'évangélisation en Amérique espagnole*, Paris, Payot, 2014.
- LUCAS K., *La rebelión de los indios*, Quito, Abya Yala, 2000, disponible sur :  
 <[http://digitalrepository.unm.edu/abya\\_yala/120](http://digitalrepository.unm.edu/abya_yala/120)> (document PDF, téléchargé le 18/03/2018).
- MASSAL J., *Les mouvements indiens en Équateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala, Centre de Sciences Politiques Comparatives-IEP Aix en Provence, 2005.
- MORENO Y., *Segundo. Sublevaciones en la Audiencia de Quito desde comienzos del siglo XVIII hasta finales de la colonia*, Thèse de doctorat, Université de Bonn, 1976.
- PITARCH P., OROBITG G. (eds.), *Modernidades indígenas*, Madrid-Frankfurt, Ibero-americana-Vervuert, 2012.
- SALHINS M., *La découverte du vrai Sauvage et autres essais*, Paris, NRF, Gallimard, 2007.
- TAREAU K., «Les enjeux ethno-linguistiques dans l'acte de transmettre. L'exemple du *bèlè* : une pratique traditionnelle en vogue à la Martinique», *Cultures-Kairós* [En ligne], paru dans *Les numéros*, mis à jour le 10/09/2016, disponible sur :  
 <<http://revues.mshparisnord.org/cultureskairos/index.php?id=1238>> (consulté le 02/04/2018).

## SOURCES AUDIO ET VIDÉOS

- Enregistrement 1 : VITRY D., Agradecimientos. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [WMA], Ambato, 2014, 00 min. 49 s.
- Enregistrement 2 : VITRY D., Estatutos. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE [WMA], Ambato, 2014, 48 min. 13 s.
- Enregistrement 3 : VITRY D., Juramento de la mesa directiva y discurso de Luis Macas, V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [WMA], Ambato, 2014, 7 min. 38 s.
- Enregistrement 4 : VITRY D., Temas y grupos de trabajo. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [WMA], Ambato, 2014, 1 h. 18 min. 26 s.
- Vidéo 1 : VITRY D., Acto ceremonial. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 14 min 55 s.
- Vidéo 2 : VITRY D., Inauguración. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 7 min. 12 s.
- Vidéo 3 : VITRY D., Temas. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 14 min. 49 s.
- Vidéo 4 : VITRY D., Debates preliminares. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 15 min. 12 s.
- Vidéo 5 : VITRY D., Discurso inaugural de Humberto Cholango. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 13 min. 16 s.
- Vidéo 6 : VITRY D., Problema de las carpetas. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 00 min. 44 s.
- Vidéo 7 : VITRY D., Lista de organizaciones 1. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 1 min. 45 s.
- Vidéo 8 : VITRY D., Lista de organizaciones 2. V<sup>o</sup> Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 00 min. 30 s.

Vidéo 9 : VITRY D., Discusiones : aprobación del reglamento interno. Vº Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 10 min. 06 s.

Vidéo 10 : VITRY D., Intervención espontánea. Vº Congreso CONAIE, [MPEG], Ambato, 2014, 00 min. 36 s.